

Mouvement et contre-mouvement dans l'espace numérique : représentation et répertoires de l'action collective en Tunisie

Cette contribution cherche à interroger la reconfiguration de l'espace public à la lumière de l'intervention des TIC et plus particulièrement des réseaux numériques de l'Internet. En mettant l'action sur les modes de représentation et les répertoires d'action collective déployés en ligne par les mouvements sociaux, nous souhaitons mettre en perspective la dimension conflictuelle de l'espace public et les formes d'interaction et d'interdépendance qui peuvent exister entre groupes mobilisés. La médiatisation en ligne de mouvements opposés participent de la construction des rapports de force dans l'espace public.

Au lendemain des élections du 23 octobre 2011, la transition politique vers l'institutionnalisation d'un régime démocratique en Tunisie a été marquée par une polarisation politique et sociale alimentée par des discours, des pratiques et des controverses dans les différentes arènes publiques et médiatiques. En effet, les nouveaux responsables politiques tunisiens formant la Troïka, alliance politique de trois partis dont le parti islamiste majoritaire, ont choisi une remise à plat des institutions qui avaient assuré depuis le 14 janvier la période de transition et devaient conduire à la réalisation des objectifs de la révolution (Chouikha & Gobe, 2013). Si les nouveaux élus ont joué le jeu de la démocratie en acceptant l'institutionnalisation du conflit politique au sein d'une arène débattant d'une nouvelle constitution porteuse de consensus, ils ont en revanche méjugé sous leur gouvernement la défiance politique et les nouvelles formes de contre-démocratie (Rosanvallon, 2006). En sur-estimant leur victoire électorale, ils ont exprimé une certaine appétence pour le contrôle des appareils de l'Etat et des médias (Chouikha & Gobe, 2013) tout en montrant une faible écoute aux propositions et revendications de la société civile et en dépréciant les formes et expressions de mécontentement disséminées dans le corps social. Ils ont ainsi créé les conditions d'une crise de confiance entre gouvernants et gouvernés et ont laissé planer le doute sur leurs réelles intentions de rompre avec les formes de gouvernance de l'ancien régime, alors que la crise socio-économique s'est intensifiée et la violence politique a gagné du terrain, entretenant un climat d'incertitude et d'instabilité. Partenaire du débat à l'Assemblée Constituante, l'opposition qui est partie divisée aux élections, n'a cessé de se recomposer depuis. Incarnée principalement par le parti Nidaa Tounès (l'Appel de la Tunisie) et des partis de gauche, l'opposition rassemble des personnalités politiques diverses allant des anciens du parti RCD et des fidèles au projet bourguibiste à certains membres de la société civile et militants de la gauche historique. Elle cherche à résorber le mécontentement par les valeurs séculières qu'elle met en avant et en se proposant comme une alternative à la détérioration de la situation socio-économique et sécuritaire non sans calculs politiques et guerre de position. Le clivage s'installe entre deux pôles et dépasse progressivement les rangs de l'Assemblée pour se répandre dans les différentes sphères sociales¹. Il atteint son paroxysme lors des manifestations du mois d'août 2013 organisées en réaction à l'assassinat du député du Front populaire et aux massacres visant les soldats tunisiens au Mont Châambi.

Rendant compte de l'ampleur de ce mouvement de protestation qui exige le départ du Gouvernement et d'un contre-mouvement qui le soutient, les médias notamment audiovisuels se sont fait l'écho d'une crise politique. Cette dernière a été marquée par deux camps qui s'affron-

1

tent sur la place publique et par organes médiatiques interposés dont il conviendrait d'analyser en profondeur leur mise en scène de cette actualité pour saisir la signification sociale de leurs actions. En attendant, nous pourrions dès lors avancer l'idée que le jeu démocratique s'annonce comme une bataille pour le contrôle des médias et une lutte in fine pour la légitimité². D'ailleurs, c'est dans les termes d'un combat pour la légitimité que le mouvement de contestation et le contre-mouvement auquel il a donné lieu ont construit symboliquement leurs discours et pratiques. Les contestataires du gouvernement rassemblés au Sit-in du Bardo cherchaient à se prévaloir d'une légitimité populaire face à un discours islamiste qui invoque la légitimité électorale pour se maintenir au pouvoir.

Les plateformes des réseaux socio-numériques ont fait l'écho de cette lutte de définition du jeu démocratique entre mouvement de contestation et son contre-mouvement en articulant discours et pratiques, « réels » et symboliques. Scène d'apparition et de représentation pour les acteurs en mouvement, à l'image de la rue ou de la place publique, elles ont offert aux protagonistes l'opportunité de se rendre visibles à un public invité en tant que tel à former ses opinions et à engager des actions (Quéré, 1992) grâce aux ressources techniques et sémiotiques propres à ces dispositifs. Mais plus que des ressources habilitantes permettant aux acteurs de tenir une seconde manifestation (Champagne, 1984) en entraînant la participation des individus connectés à l'action collective, les réseaux constituent autant de répertoires (Tilly & Tarrow, 2008) autorisant la compréhension des dynamiques de mobilisation en ligne et la manière dont celles-ci entrent en résonance avec les forces sociales et politiques en lice.

Nous souhaitons donc interroger la médiatisation en ligne du mouvement de protestation du Bardo (Sit-in du Départ) conduit par l'opposition tunisienne en août 2013 et le contre-mouvement qu'il a mobilisé sur les réseaux socio-numériques Twitter et Facebook en considérant que cette médiatisation a ceci de particulier et d'intéressant : elle est en grande partie le produit des acteurs qui participent aux différents sit-in et de ceux qui ont été amenés par la dynamique de la participation en ligne à se positionner. D'autre part, cette médiatisation sur les réseaux socio-numériques, tout en croisant et en soutenant les pratiques militantes habituelles et quotidiennes, participe par l'accélération de la circulation des pratiques informationnelles qu'elle autorise, de la construction des rapports de force entre les partenaires du conflit et partant entre les acteurs du jeu démocratique.

De nombreux travaux ont été consacrés ces dernières années à l'étude de l'Internet politique et aux formes de participation citoyenne et militante qu'il autorise. Ils interrogent d'une manière générale la question du renouvellement démocratique par le truchement de cette technologie et la manière dont les réseaux transforment désormais les pratiques individuelles et collectives. Les différentes perspectives de recherche se sont notamment focalisées sur l'Internet comme un espace public alternatif, sur son potentiel de faire émerger une communication civique (Dahlgren 2000, 2006), d'élargir les horizons de l'expression contestataire (Vitalis, 2004) et de renforcer la capacité des individus à contrôler la sphère politique et à intervenir dans l'espace public (Castells, 2013). Mais c'est surtout vers les modes d'organisation et de coordination des actions militantes que les réseaux numériques mettent en œuvre que la plupart des recherches actuelles s'orientent aujourd'hui (Granjon 2001 ; Cardon & Granjon 2010 ; Najar 2013, Badouard, 2013), de même que vers les nouvelles formes d'expression, de mise en visibilité et d'engagement politique qu'ils introduisent (Blondeau & Allard, 2007 ; Flichy 2008 ; Cardon 2010, 2013).

Bien que les questions soulevées par ces différentes approches permettent d'envisager une réflexion sur la redéfinition des cadres de l'espace public à la lumière de l'intervention croissante des technologies de l'information et de la communication et des nouvelles pratiques politiques émergentes, il nous semble qu'elles mettent surtout la focale sur les formes sociales et

communicationnelles «émancipatrices» des usages de l'Internet d'une manière générale. En ce sens qu'elles sous-entendent un rapport positif des collectifs à la démocratie et au changement politique et n'envisagent que partiellement l'espace des réseaux numériques comme un espace antagoniste et conflictuel pouvant être investi et mobilisé par des collectifs réactionnaires, au sens de groupes d'acteurs mobilisés pour réagir à un mouvement opposé. Loin d'être un espace monolithique, unifié et homogène, les réseaux socio-numériques font également l'objet d'une appropriation réactive par un contre-mouvement social. Alors qu'il est supposé être porteur de transformations sociales, le mouvement social en ligne rencontre un contre-mouvement dans un espace d'affrontement de discours et de pratiques qui rendent visibles et palpables les forces sociales en lice (Mattelart & Ferjani, 2011). Tout comme lors des polémiques et des controverses qui sont constitutives du champ politique (Cervulle & Pailler, 2014), les ressources des réseaux socio-numériques et les échanges qu'ils favorisent peuvent dessiner des lignes de tensions et de partage entre groupes sociaux mobilisés exprimant des intérêts et des positionnements politiques et idéologiques divergents vis à vis de la construction démocratique.

En cherchant à analyser la médiatisation en ligne du mouvement de protestation du Bardo et le contre-mouvement des militants du parti islamiste, nous souhaitons réinterroger la dimension conflictuelle de l'espace public. Il s'agit donc de montrer comment les ressources techniques et sémiotiques des réseaux Twitter et Facebook permettent de saisir le clivage et les formes d'interdépendance entre des groupes qui s'affrontent dans l'espace public et comment ils rendent visible les rapports de forces sociales en présence. Plus précisément, comment les réseaux de publications, de partage et d'interaction numérique incarnent-ils cette scène de représentation politique et de compétition entre groupes mobilisés pour une meilleure visibilité auprès de l'opinion ? Pour cette analyse, nous nous appuyons sur l'observation des deux plateformes du 30 juin au 15 décembre 2013 et sur la collecte de 1507 Tweets entre le 25 juillet et le 23 octobre 2013 suivant les hashtags #bardo et #kasba et de documents (photos, vidéo, communiqué, publications de statut) des pages Facebook de « Sit-in du Bardo » et « Jeunes du mouvement Nahdha ».

L'arène virtuelle prolongement de l'arène publique

Les pratiques d'information et de publicisation à l'oeuvre dans les dispositifs socio-numériques et les interactions auxquelles elles donnent lieu, visant la médiatisation du mouvement de protestation par les participants, se constituent à la fois dans la continuité des pratiques numériques de participation citoyenne et militante qui ont accompagné le soulèvement de l'hiver 2011 mais aussi en « rupture » avec elles puisque la configuration socio-politique et médiatique a structurellement changé depuis. En ce sens qu'interviennent dans les formes communicationnelles et les stratégies de captation par les participants à l'action collective en ligne, l'éclatement et l'élargissement de la sphère politique et la manière dont les acteurs et leaders d'opinion de diverses tendances intellectuelles et idéologiques se servent des nouveaux médias pour se rendre visibles et interagir. D'autre part, la transformation du champ des médias, son instabilité, et incontestablement sa faible indépendance malgré les formes de désatatisation des organes de presse observés depuis le 14 janvier. Les groupes mobilisés en ligne et hors ligne ont conscience de ces nouveaux paramètres et sont lucides sur l'instrumentalisation politique de certains médias audiovisuels (chaînes propagandistes pro-islamistes et d'autres qui travaillent les causes de l'opposition).

Dès lors, la médiatisation sur les réseaux sociaux du mouvement de protestation, le sit-in du départ (Itisam al Ra7il), organisé à proximité de l'Assemblée Constituante, cristallise l'ensemble des dynamiques sociales à l'oeuvre dans l'espace public tunisien et plus prosaïquement les luttes pour la légitimité auxquelles se sont livrés les adversaires des deux pôles au travers de démonstrations de puissance et de force populaire. Bien qu'elles ne renvoient qu'une image

partielle de l'arène de résolution du conflit sur la place publique et des ressources mobilisées, les pratiques d'information et de publicisation sur les plateformes Twitter et Facebook prolongent l'espace géographique et construisent les significations sociales des pratiques collectives qui s'y déroulent.

L'analyse des tweets recueillis qui rendent compte de l'élan populaire sous une chaleur de plomb et en plein mois de ramadan, montre comment l'indexation des discours et documents publiés sur la plateforme Twitter en usant du hashtag obéit à des logiques spatiales et symboliques. Elle renseigne au-delà du contenu des tweets, des collectifs et des rapports d'affect (Cervulle et Pailler, 2014) qui constituent les mobilisations, la manière dont se construisent aussi les rapports de force entre les différents acteurs participants à l'action collective des deux mouvements. Le corpus de nos tweets montre que les hashtags qui ont reçu le plus d'occurrence dans les publications d'internautes sont #Bardo et #Kasba (1200 contre 300). Le premier code renvoie à la place du Bardo, siège de l'Assemblée Constituante et le lieu qui accueille le sit-in auquel ont appelé les députés en retrait. Ils sont rejoints spontanément par une foule après l'enterrement du député du Front Populaire. Le mouvement du Bardo, dont les revendications précises étaient floues et ambiguës à ses débuts mais qui se résumait dans le mot « Rahil » (départ en arabe) des islamistes au pouvoir, commence à prendre de l'ampleur après la découverte des images de soldats tués en embuscade au Mont Châanbi. Le hashtag #kasba répertorie les éléments de langage relatifs au contre-mouvement organisé par les élus, militants et sympathisants islamistes sur la place de la Kasba, siège du Gouvernement. Ils défendent en masse la légitimité électorale et dénoncent les intentions putschistes du sit-in du Bardo. Les autres codes périphériques sont souvent des annexes aux premiers car se rangent sous leur référence unique peu de tweets. Ainsi le hashtag #Ra7il qui traduit les demandes et les objectifs de l'action de mobilisation a été souvent utilisé en association avec les premiers. Ce qui signifie que si le hashtag est une convention, celle-ci fait partie des modes d'expression et des formes sémiotiques que les participants à l'action collective sélectionnent parmi d'autres et adoptent en vue de travailler leur mouvement et notamment sa médiatisation.

Si les deux hashtags codifient et organisent les informations propres aux deux mouvements antagonistes, ils éclairent aussi sur les ressources dont dispose chaque groupe pour mobiliser un public réel ou imaginé. Le sit-in du Bardo avait mobilisé différentes ressources et savoir-faire communicationnels. Les meetings avaient lieu en fin de journée dans une ambiance festive et solidaire du mois de ramadan : rupture du jeûne collective, organisation de concerts gratuits, mise en place d'une scène sur laquelle des artistes se produisent et des leaders politiques prennent la parole sous les projecteurs des caméras de télévision et des photographes. Mais aussi le sit-in s'est doté de ses organes d'information propres : création d'une cellule de la communication et d'une webradio portant la parole officielle des sit-inners sans toutefois négliger les technologies de l'information et de la communication et les médias sociaux. C'est ainsi que l'internet mobile a été offert gratuitement aux participants dont l'accès est codé par le mot de passe Bourguiba, mot assez symbolique d'un point de vue identitaire et politique. Cela explique en partie la prépondérance de la médiatisation du sit-in sur les réseaux de l'Internet alors que l'échange d'informations et la mise en scène de la manifestation de la Kasba se sont appuyés principalement sur les chaînes de télévision qui sont alliées à la cause des islamistes, le réseau social Facebook et dans une moindre mesure sur la plateforme Twitter. De même, les formes de solidarité permettant de faire corps et de coordonner des actions sont passées par d'autres réseaux et signes expressifs : SMS, informations de bouche à oreille à la sortie des mosquées et déplacement gratuit à la capitale.

Les hashtags #Bardo et #kasba sont donc assez symptomatiques du public que l'on imagine mobilisable et des ressources logistiques et sémiotiques qu'il autorise. Quand bien même le sit-in du Bardo a réussi à fédérer diverses catégories sociales, notamment lors de la soirée du 6 août 2013. Ils sont aussi constitutifs des arènes et de leurs interdépendances. Car si les deux

codes semblent renvoyer à deux expériences différentes caractérisées de surcroît par des clivages sociaux, politiques et symboliques, les interactions et les interdépendances entre les deux mouvements ont existé quand bien même elles s'expriment sur le terrain et dans l'espace numérique sur un mode conflictuel. Car elles permettent à chaque mouvement d'adapter son répertoire face à l'autre pour construire sa légitimité. De la même manière que les sit-inners et les pro-gouvernement étaient présents séparément sur la place du Bardo tout en s'observant et en adaptant leurs pratiques en fonction des réactions de l'autre groupe, sur les plateformes du réseau social les interdépendances se manifestent par les captures d'écran commentés, la reprise des photos de manifestations et leur détournement, le commentaire des discours et réactions des leaders et le détournement du hashtag pour porter une critique à l'adversaire et minimiser sa force. Ainsi #Bardo et #kasba ont été tour à tour utilisés par les participants des deux mouvements opposés. Ces interactions plus facilitées et « pacifiées » permettent aussi de travailler d'autres répertoires et d'autres formes de représentation comme la construction symbolique du nombre de personnes mobilisé par chaque camp.

La construction virtuelle du nombre de personnes mobilisé

Le nombre a toujours été pour les organisateurs des différents épisodes de mobilisation vécus par la Tunisie depuis le 14 janvier 2011 un critère déterminant pour servir une cause et la défendre par l'opposition tunisienne et la société civile ou pour conforter la majorité qui a gouverné jusqu'à décembre 2013. D'ailleurs les islamistes et leurs alliés parient dans chacune de leur manifestation sur une Malyounia, c'est à dire la capacité à faire sortir dans les rues de la capitale un million de personnes qui soutiennent leur projet et confortent leur légitimité électorale. Car comme l'indique Dominique Boullier, la question du nombre constitue un indicateur de puissance, d'autant plus pour les mouvements sociaux. Le nombre de manifestants permet de faire apparaître ce que l'on ne voit pas et de rendre visible les foules parfois imperceptibles mais réactivables grâce à l'information distribuée et circulante sur les réseaux (Boullier, 2013). Mais ce qui semble essentiel pour les organisateurs des manifestations c'est la construction de ce nombre par les différentes médiations et en l'occurrence par les plateformes des réseaux sociaux. Dans le cas du mouvement de protestation du Bardo, la réactivation du public en réseau cherche à occuper un territoire et à faire corps, seul rempart contre la violence policière. Les appels à rejoindre les sit-inners, l'organisation de covoiturage, l'orientation géographique pour l'accès au sit-in grâce à une cartographie de la zone, l'appel au dons de tentes de campement et de nourriture pour maintenir les foules sont tous passés par les réseaux socio-numériques. Car c'est l'affluence des personnes qui permet de résorber la peur et de faire durer le mouvement jusqu'à l'atteinte de ses objectifs.

Par ailleurs cette construction du nombre passe par les estimations chiffrées des manifestants qui donnent lieu à des spéculations sur les réseaux sociaux (de plusieurs milliers à 250 mille manifestants dans le sit-in du Bardo le 6 août 2013) ou par des évaluations qualitatives sous des catégories sémantiques diverses comme « Bardo fait salle comble », « manifestation géante », « la malyounia, la vraie ». Mais les plus techniquement experts se sont appuyés sur les ressources de cartographie du web pour estimer le nombre de Tunisiens mobilisés par les deux mouvements au Bardo et à la Kasba et d'évaluer ainsi les rapports de force en présence.

Conclusion

Cette contribution, qui fait partie de plusieurs travaux en cours cherchant à interroger l'activation des ressources du web et plus particulièrement des réseaux socio-numériques par les mouvements sociaux, nous invite à travers les éléments mis en évidence et d'autres en cours d'exploration, à réintroduire la dimension conflictuelle de l'espace public. Abordée au travers du prisme de la bipolarisation politique qui domine l'espace public tunisien depuis les élections du 23 octobre 2011, nous avons essayé de montrer la manière dont la médiatisation du

mouvement d'opposition du Bardo construisant une légitimité populaire rencontre un contre-mouvement des militants islamistes soutenant la légitimité électorale. Les répertoires mobilisés en ligne complètent et soutiennent d'autres expérimentés dans la rue et sur la place publique. La médiatisation aura été une démonstration de force supplémentaire opérée par chaque camp pour défendre sa légitimité. Elle aura été aussi le moyen par lequel les deux pôles politiques en affrontement ont cherché à instrumentaliser un mouvement populaire à l'origine spontané et inorganisé. Mais le clivage que renvoie cette médiatisation laisse apparaître des formes d'interdépendance entre les différentes arènes permettant aux acteurs d'ajuster les moyens de lutte et d'évaluer leurs rapports de force.

Bibliographie

- Badouard R. (2013), « Les mobilisation de clavier : le lien hypertexte comme ressource des actions collectives », *Réseaux*, n°181, 5/2013
- Blondeau O. & Allard L. (2007), *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Amsterdam, 381 p
- Boullier D. (2013), « Plates-formes de réseaux sociaux et répertoires d'action collective », in Najar S., *Les réseaux sociaux sur l'internet à l'heure des transitions démocratiques*, IRMC/KARTHALA, pp. 37-50
- Cardon D. & Granjon, F. (2010), *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, 147 p
- Cardon D. (2010), *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Seuil, 102 p
- Cardon D. (2013), « Du lien au like sur Internet », *Communications* n° 93, 2/2013, pp. 173-186
- Castells M. (2013), *Communication et pouvoir*, Maison des Sciences de l'Homme, 668 p
- Cefaï D. & Pasquier D. (2003), *Les sens du public, publics politiques, publics médiatiques*, PUF, 519 p
- Cervulle M. & Pailler F. (2014), « #mariagepourtous : Twitter et la politique affective des hashtags », *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, 4/ 2014 <http://rfsic.revues.org/717>
- Chouikha L. & Gobe E. (2013), « La Tunisie : heurs et malheurs d'une transition qui n'en finit pas », *L'Année du Maghreb*, IX/2013, pp. 385-407
- Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (2009), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Les Presses de Sciences Po, 651 p
- Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (2010), *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, 327 p
- Flichy P. (2010), *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Seuil, 97 p
- Gonzalez-Quijano Y. (2013), « Promesses fallacieuses ? Les médias sociaux et les changements politiques arabes », *Annuaire IEMed de la Méditerranée 2013*, <http://www.iemed.org/observatori-fr/arees-danalisi/arxiu-adjunts/anuari/iemed-2013/Gonzalez%20Quijano%20Medias%20Socials%20et%20changement%20politique%20FR.pdf>
- Lecomte R. (2013) « Expression politique et activisme en ligne en contexte autoritaire », *Réseaux*, n°181, 2013/5, pp. 51-86
- Macé E. (2006), « Mouvements et contre-mouvements culturels dans la sphère publique et les médiacultures », in Maigret E. & Macé E., *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*, Armand Colin, 192 p

- Mathieu L. (2011), *La démocratie protestataire*, Les presses de Sciences Po, 173 p
- Miège B. (2010), *L'espace public contemporain*, PUG, 221 p
- Najar S. (dir.) (2013), *Les réseaux sociaux sur l'internet à l'heure des transitions démocratiques*, IRMC/KARTHALA, 489 p.
- Neveu E. (2011), *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte, Repères, 127 p
- Quéré L. (1992), « L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique », *Quaderni*, volume 18, pp. 75-92
- Tilly Ch. & Sidney T. (2008), *Politiques du conflit : de la grève à la révolution*, Les Presses de Sciences Po, 396 p
- Vitalis A. (2004), « Les techno-réseaux en temps de marée noire : des outils de mobilisation et d'expression citoyennes », *Quaderni*, n° 55, 2004, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/quad_0987-1381_2004_num_55_1_1634